

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 157

[C — 2000/29007]

23 DECEMBRE 1999. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, signé à Ouagadougou le 7 décembre 1994, et à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, et le Gouvernement du Burkina Faso, signé à Ouagadougou le 4 février 1998 (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'Accord de coopération entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, signé à Ouagadougou le 7 décembre 1994, sortira son plein et entier effet, en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 2. L'Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, et le Gouvernement du Burkina Faso, signé à Ouagadougou le 4 février 1998, sortira son plein et entier effet, en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 1999.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

La Ministre de l'Audiovisuel,
Mme C. DE PERMENTIER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique
et de l'Enseignement de promotion sociale,
Y. YLIEFF

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 1999-2000.*

Document du Conseil. — Projet de décret, n° 37-1.

Compte rendu intégral. — Rapport oral, discussion et adoption. Séance du 22 décembre 1999.

—
**Accord de coopération entre le Gouvernement du Burkina Faso
et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, d'une part,

et

le Gouvernement du Burkina Faso, d'autre part,

Animés du désir de renforcer l'amitié qui unit les peuples des deux Parties;

Persuadés que la coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la culture, des affaires sociales et de la recherche scientifique pourra contribuer à affermir davantage les liens existants entre les peuples qu'ils représentent, ont décidé de conclure le présent Accord et sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique, les deux Parties coopéreront, selon leurs possibilités, notamment par l'échange de professeurs, d'experts, de chercheurs, l'organisation de stages et l'octroi mutuel de bourses de spécialisation et de recherche.

L'octroi de bourses se fera sans préjudice au principe de non-discrimination en vigueur dans l'Union européenne.

Art. 2. Dans le domaine de la culture, les deux Parties soutiendront, dans la mesure de leurs possibilités, la formation culturelle et les échanges d'artistes, d'écrivains, de cinéastes ou d'experts culturels et de leurs œuvres.

De plus, dans les domaines du cinéma, de la télévision et de la radio en particulier, elles encourageront la coopération entre les organismes concernés de leurs pays.

Art. 3. Dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation permanente, les deux Parties s'efforceront de promouvoir, selon leurs moyens, les échanges de jeunes ainsi que la coopération entre organisations de leurs pays.

Art. 4. Les deux Parties coopéreront dans le domaine des affaires sociales, notamment en ce qui concerne la politique sociale et de prévention de la santé.

Art. 5. Les deux Parties coopéreront également, dans la mesure de leurs possibilités, dans le domaine du sport.

Art. 6. Les deux Parties veilleront à établir des synergies éventuelles entre les projets de coopération bilatérale qui seront menés dans le cadre du présent Accord et les programmes multilatéraux développés notamment dans le suivi des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage.

Art. 7. En vue de l'application du présent Accord, les deux Parties créent la Commission permanente Burkina Faso/Communauté française de Belgique.

Cette Commission se réunit au moins une fois tous les trois ans, alternativement en Communauté française de Belgique et au Burkina Faso.

La Commission permanente décidera des termes et conditions de cette coopération.

Art. 8. Le présent Accord est conclu pour une période de cinq (5) ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de trois (3) ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties dans les six (6) mois précédant la fin d'une période.

Dans le cas de dénonciation, les Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour assurer l'achèvement de tout projet entrepris conjointement en vertu du présent Accord.

Art. 9. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la signature.

Fait à Ouagadougou, en double exemplaire, le 7 décembre 1994.

Pour le Gouvernement du Burkina Faso,

Le Ministre des Affaires étrangères,

A. OUEDRAOGO

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique,

Le Ministre des Relations internationales,

W. ANCIEN

**Accord de coopération entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique
et le Gouvernement wallon, et le Gouvernement du Burkina Faso**

Le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement wallon, d'une part,
et

Le Gouvernement du Burkina Faso, d'autre part,

ci-après dénommés les Parties,

Se fondant sur la volonté commune de renforcer les liens d'amitié et de coopération qui unissent les peuples des deux Parties dans un esprit commun de développement des valeurs de liberté, de démocratie, de justice et de solidarité;

Persuadés que l'intérêt des Parties est de poursuivre et développer une coopération bilatérale et multilatérale dans les domaines de leurs compétences énumérées ci-dessous;

Se fondant sur et forts de l'expérience de l'Accord de coopération signé le 7 décembre 1994, entre le Gouvernement de la Communauté française de Belgique et le Gouvernement du Burkina Faso, et les projets développés entre ces deux partenaires depuis cette date;

Considérant les projets de développement en cours depuis 1996 entre le Burkina Faso et la Région wallonne de Belgique et leur implication commune dans la Francophonie;

Tenant compte de la situation constitutionnelle belge accordant aux Communautés et aux Régions de la Belgique fédérale, la compétence de signer des traités internationaux dans les matières de leurs compétences exclusives;

Se fondant sur les dispositions constitutionnelles respectives et respectant leurs obligations internationales et supranationales;

conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}. Les Parties développent entre elles une coopération globale porteuse de retombées concrètes visant un développement durable.

Art. 2. Le Burkina Faso et la Région wallonne entendent concrétiser leur coopération dans les domaines suivants :

— l'économie (expansion économique, innovation, restructuration, initiative industrielle, commerce extérieur, exploitation des richesses naturelles, y compris la promotion de l'artisanat et des P.M.E.);

— l'environnement;

— l'eau et l'assainissement;

— la rénovation rurale et la conservation de la nature;

— la politique agricole;

— l'aménagement du territoire, la politique et la protection du patrimoine;

— le logement;

— la formation professionnelle, l'emploi et la promotion sociale;

— la recherche scientifique et technologique;

— l'énergie;

— les travaux publics et les transports;

— la décentralisation administrative;

— les collectivités locales (provinces et communes);

— le tourisme;

— la santé curative;

— l'aide aux personnes défavorisées (assistance sociale, aide aux handicapés, troisième âge);

— les infrastructures sportives.

Art. 3. La coopération entre les Parties conformément au présent Accord prend les formes suivantes :

— échange permanent d'informations;

— échange d'expériences et de personnes, notamment de stagiaires;

- transfert de technologies et d'expertise;
- collaboration directe entre institutions intéressées (Chambres de commerce et d'industrie, Universités, Centres de recherche, entreprises, associations publiques ou privées, ONG, etc.);
- octroi mutuel de bourses de stage, de recherche et de spécialisation;
- élaboration et réalisation de projets conjoints;
- promotion réciproque de produits et de services;
- organisation de rencontres professionnelles, de séminaires, ou d'ateliers;
- promotion de partenariats interentreprises pour des petites et moyennes entreprises;
- création de sociétés mixtes;
- promotion de partenariats locaux;
- réalisations d'études et d'expertises;
- conclusion d'ententes sectorielles dans les secteurs précités.

Art. 4. Les Parties s'efforcent de collaborer dans le cadre des institutions internationales et supranationales.

Elles veilleront à utiliser toutes les possibilités offertes par ces institutions pour participer ensemble à des programmes de développement tels ceux de la Francophonie par exemple, et se considèrent à cette fin comme des partenaires privilégiés.

Art. 5. La gestion du présent Accord et de l'Accord de coopération conclu le 7 décembre 1994 se fait de manière conjointe.

Cette gestion est confiée d'une part, au Ministère des Affaires étrangères du Burkina Faso et, d'autre part, en ce qui concerne leurs compétences respectives, au Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique et à la Division des Relations internationales de la Direction générale des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne.

Art. 6. Le suivi et l'évaluation du présent Accord ainsi que l'Accord de coopération conclu le 7 décembre 1994 entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement de la Communauté française de Belgique sont confiés à une Commission mixte permanente conjointe qui se réunira tous les trois ans, alternativement au Burkina Faso et en Wallonie ou à Bruxelles.

Cette Commission mixte pourra si nécessaire organiser des sous-commissions permanentes chargées de gérer des matières spécifiques.

Lors de sa première réunion, la Commission mixte définira les règles et modalités de son fonctionnement.

Art. 7. Les mouvements de personnes effectués dans le cadre du présent Accord sont régis par le droit interne des Parties, sans préjudices des dispositions du Droit international.

Art. 8. Les Ministres signataires pour chacune des Parties, ainsi que les Ministres sectoriels compétents, se rencontreront, à des intervalles réguliers, pour évaluer la coopération en cours et lui donner, le cas échéant, de nouvelles orientations.

Art. 9. Le présent Accord est conclu pour une période de deux (2) ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour des périodes successives de trois ans si aucune des Parties ne vient à le dénoncer par écrit au moins six (6) mois avant l'expiration de la période de validité.

En cas de dénonciation, les Parties veillent à achever tous les projets conjoints entrepris dans le cadre et l'esprit du présent Accord.

Art. 10. Le présent Accord entre provisoirement en vigueur dès sa signature et définitivement le jour où les Parties se seront, chacune pour ce qui la concerne, notifié l'accomplissement de la procédure juridique interne prescrite.

Fait à Ouagadougou, le 4 février 1998, en trois exemplaires originaux en langue française, les trois textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique,

W. ANCION,
Ministre des Relations internationales.

Pour le Gouvernement wallon,

W. ANCION,
Ministre des Relations internationales.

Pour le Gouvernement du Burkina Faso,

A. OUEDRAOGO,
Ministre des Affaires étrangères.

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 157

[C — 2000/29007]

23 DECEMBER 1999. — Decreet houdende de goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van Burkina Faso en de Franse Gemeenschapsregering van België, ondertekend op 7 december 1994 te Ouagadougou, en van het Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschapsregering van België en de Waalse Regering en de Regering van Burkina Faso, ondertekend op 4 februari 1998 te Ouagadougou (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van Burkina Faso en de Regering van de Franse Gemeenschap van België, ondertekend op 7 december 1994 te Ouagadougou, zal geheel in voege treden voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 2. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering en de Regering van Burkina Faso, ondertekend op 4 februari 1998 te Ouagadougou, zal geheel in voege treden wat de Franse Gemeenschap betreft.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 23 december 1999.

De Minister-President,
belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
R. COLLIGNON

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan K&G,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
F. DUPUIS

De Minister van de Audiovisuele Sector,
Mevr. C. DE PERMENTIER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,
Y. YLIEFF

De Minister van Jeugdzorg en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 1999-2000*

Document van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 37-1

Integraal verslag. — Mondeling verslag, debat en aanneming, Zitting van 22 december 1999.

**Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van Burkina Faso
en de Regering van de Franse Gemeenschap van België**

De Regering van de Franse Gemeenschap van België, enerzijds,

en

de Regering van Burkina Faso, anderzijds,

Gedreven door de wil om de vriendschapsbanden tussen de volken van beide partijen nauwer aan te halen;

Overtuigd dat de samenwerking op het vlak van onderwijs, vorming, cultuur, sociale zaken en wetenschappelijk onderzoek de bestaande banden tussen beide volkeren nog meer zal versterken, hebben besloten dit Akkoord te sluiten en zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Op het vlak van onderwijs, vorming en wetenschappelijk onderzoek zullen beide Partijen, elk volgens hun eigen mogelijkheden, samenwerken; deze samenwerking zal gebeuren via de uitwisseling van professoren, deskundigen, vorsers en via de organisatie van stages en de wederzijdse toekenning van beurzen voor gespecialiseerde studies en voor onderzoek.

De beurzen zullen worden toegekend zonder afbreuk te doen aan het geldend non-discriminatiebeginsel van de Europese Unie.

Art. 2. Op het vlak van de cultuur zullen beide Partijen, binnen de perken van hun eigen mogelijkheden, steun verlenen aan de culturele vorming en aan de uitwisseling van kunstenaars, schrijvers, cineasten of culturele deskundigen en hun werken.

Bovendien zullen de Partijen op het vlak van de cinematografie, de televisie en de radio in het bijzonder de samenwerking tussen de betrokken organismen van hun landen nauwer aanhalen.

Art. 3. Op het vlak van de jeugdzaken en de permanente vorming zullen beide Partijen, elk volgens hun eigen middelen, de uitwisseling van jongeren alsook de samenwerking tussen de instellingen van hun landen zoveel mogelijk trachten te promoten.

Art. 4. Beide Partijen zullen op het vlak van sociale zaken, meer bepaald wat het sociaal beleid en het preventief gezondheidsbeleid betreft, samenwerken.

Art. 5. Beide Partijen zullen tevens, in de mate van hun mogelijkheden, samenwerken op het vlak van de sport.

Art. 6. Beide Partijen zullen eventuele samenwerkingsverbanden uitwerken op basis van de bilaterale samenwerkingsprojecten genomen in het raam van dit Akkoord en de multilaterale programma's die worden uitgewerkt in navolging van de Tops van Staats- en Regeringshoofden van Franssprekende landen.

Art. 7. Voor de uitvoering van onderhavig Akkoord richten beide Partijen de "Commission permanente Burkina Faso/Communauté Française de Belgique" op.

Deze Commissie vergadert minstens een maal om de drie jaar, afwisselend in de Franse Gemeenschap van België en in Burkina Faso.

De Commissie bepaalt de inhoud en de voorwaarden van deze samenwerking.

Art. 8. Onderhavig Akkoord wordt gesloten voor een duur van vijf (5) jaar. Het wordt stilzwijgend hernieuwd voor periodes van drie (3) jaar, tenzij een van beide Partijen het opzegt binnen de zes (6) maanden vóór het einde van een periode.

Bij opzegging nemen de contracterende Partijen de nodige maatregelen opdat ieder opgestart project krachtens onderhavig akkoord gezamenlijk worden voltooid.

Art. 9. Onderhavig Akkoord treedt in werking op de dag dat het wordt ondertekend.

Gedaan te Ouagadougou, in tweevoud, op 7 december 1994.

Voor de Regering van Burkina Faso,

De Minister van Buitenlandse Zaken,

A. OUEDRAOGO

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België,

De Minister van Internationam Betrekkingen,

W. ANCIÓN

Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering en de Regering van Burkina Faso

De Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Waalse Regering, enerzijds,

en

de Regering van Burkina Faso, anderzijds,

hierna de Partijen genoemd,

Zich baserend op de gemeenschappelijke wil om de vriendschaps- en samenwerkingsbanden tussen de volkeren van beide Partijen nauwer aan te halen in een gemeenschappelijk streven naar de uitbreiding van waarden zoals vrijheid, democratie, rechtvaardigheid en solidariteit;

Overtuigd van het belang van beide Partijen om een bilaterale en multilaterale samenwerking uit te bouwen, meer bepaald wat de hun hieronder genaamde bevoegdheden betreft;

Zich sterk baserend op de ervaring van het op 7 december 1994 ondertekend Samenwerkingsakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap van België en de Regering van Burkina Faso en de sedertdien opgestarte projecten tussen beide partners;

Overwegende de sedert 1996 lopende ontwikkelingsprojecten tussen Burkina Faso en het Waals Gewest van België en hun gemeenschappelijke betrokkenheid in de Francophonie;

Rekening houdend met de Belgische Grondwet die de Gemeenschappen en Gewesten van het federale België bevoegdheid verleent om internationale verdragen te ondertekenen in deze materies waar zij alleen bevoegd zijn;

Zich baserend op de respectieve grondwettelijke bepalingen en in naleving van hun internationale en supranationale verplichtingen;

komen overeen wat volgt :

Artikel 1. De Partijen zetten onderling een globale samenwerking op het getouw met concrete doelstellingen die moeten leiden tot een duurzame ontwikkeling.

Art. 2. Burkina Faso en het Waals Gewest zullen deze samenwerking concreet ten uitvoer brengen op de volgende vlakken :

— de economie (economische expansie, innovatie, herstructurering, initiatieven komende van de nijverheidssector, buitenlandse handel, ontginning van de natuurlijke rijkdommen, met inbegrip van ambachten en K.M.O.'s);

— het leefmilieu;

— het water en de drainering;

— de landelijke renovatie en het natuurbehoud;

— het landbouwbeleid;

— de ruimtelijke ordening, het patrimoniumbeleid en de bescherming van het erfgoed;

— de huisvesting;

— de beroepsopleiding, de werkgelegenheid en de sociale promotie;

— het wetenschappelijk onderzoek en de technologie;

— de energie;

— de openbare werken en het vervoer;

— de bestuurlijke decentralisatie;

— de plaatselijke gemeenschappen (provincies en gemeenten);

- het toerisme;
- de gezondheidszorg;
- de bijstand aan kansarmen (maatschappelijke bijstand, hulp aan gehandicapten en bejaarden);
- de sportinfrastructuur.

Art. 3. Overeenkomstig onderhavig Akkoord geschiedt de samenwerking tussen de Partijen op volgende wijze :

- permanente informatieuitwisseling;
- uitwisseling van ervaringen en personen, meer bepaald stagiairs;
- overdracht van technologieën en expertise;
- rechtstreekse samenwerking tussen de betrokken instellingen (Kamers van Koophandel en Nijverheid, Universiteiten, Onderzoekscentra, bedrijven, openbare of private verenigingen, NGO's, enz.);
- wederzijdse toekenning van beurzen voor stages, onderzoek en specialisaties;
- uitwerking en verwezenlijking van gezamenlijke projecten;
- wederzijdse promotie van producten en diensten;
- organisatie van professionele samenkomsten, seminaries of van workshops;
- bevordering van partnerschapsverbanden tussen KMO's;
- oprichting van gemengde bedrijven;
- promotie van plaatselijke partnerschapsverbanden;
- uitvoering van studies en expertises;
- totstandkoming van sectoriële akkoorden in voornoemde sectoren.

Art. 4. De Partijen zullen samenwerken in het raam van de internationale en supranationale instellingen.

Zij zullen alle door deze instellingen aangeboden kansen aanreiken om gezamenlijk deel te nemen aan ontwikkelingsprogramma's zoals deze van de Francofonie bijvoorbeeld; zij beschouwen zich in dit opzicht als bevoorrechte partners.

Art. 5. Het beheer van onderhavig Akkoord en van het op 7 december 1994 ondertekend Samenwerkingsakkoord gebeurt gezamenlijk.

Dit beheer wordt enerzijds toevertrouwd aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van Burkina Faso en anderzijds, wat hun respectieve bevoegdheden betreft, aan het "Commissariat général aux relations internationales" van de Franse Gemeenschap van België en aan de/Division générale des Relations internationales de la Direction générale des Relations extérieures' van het Ministerie van het Waals Gewest.

Art. 6. De opvolging en de evaluatie van onderhavig Akkoord alsook van het Samenwerkingsakkoord van 7 december 1994 tussen de Regering van Burkina Faso en de Regering van de Franse Gemeenschap van België worden toevertrouwd aan een gezamenlijke vaste gemengde Commissie die iedere drie jaar beurtelings vergadert in Burkina Faso en in Wallonië of in Brussel.

Deze gemengde Commissie kan desgewenst vaste subcommissies bijeenroepen voor het beheer van specifieke materies.

Tijdens de eerste vergadering zal de gemengde Commissie de regels en modaliteiten van haar werking bepalen.

Art. 7. Het personenverkeer dat tot stand komt in het raam van onderhavig Akkoord wordt geregeld door het intern recht van de partijen, onverminderd de bepalingen van het internationaal recht.

Art. 8. De ondertekenende Ministers van iedere Partij alsook de Ministers bevoegd voor de betrokken sectoren komen op regelmatige tijdstippen bijeen om de lopende samenwerking te evalueren en deze, desgevallend, in een nieuwe richting te sturen.

Art. 9. Dit Akkoord wordt gesloten voor een periode van twee (2) jaar. Het wordt stilzwijgend verlengd voor opeenvolgende periodes van drie jaar wanneer geen van beide Partijen dit minstens zes (6) maand vóór het verstrijken van de geldigheidsduur schriftelijk opzegt.

Bij opzegging dienen de Partijen alle gezamenlijk opgestarte projecten in het raam en in de geest van dit Akkoord voltooien.

Art. 10. Onderhavig Akkoord treedt voorlopig in werking op de dag van zijn ondertekening en treedt definitief in werking op de dag dat beide Partijen, ieder wat hem betreft, meegedeeld heeft dat de voorgeschreven interne rechtsprocedure voltooid is.

Gedaan te Ouagadougou, op 4 februari 1998 in drie originelen opgesteld in het Frans, waarbij deze drie teksten rechtsgeldig zijn.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap van België,
W. ANCIÓN,
Minister van Internationale Betrekkingen.

Voor de Waalse Regering,
W. ANCIÓN,
Minister van Internationale Betrekkingen.

Voor de Regering van Burkina Faso,
A. OUEDRAOGO,
Minister van Buitenlandse Zaken.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2000 — 158

[C - 99/31540]

10 NOVEMBER 1999. — Ministerieel besluit houdende delegatie van bevoegdheid aan de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake bezoldigd vervoer van personen per taxi's en verhuurde voertuigen met chauffeur

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

De Gewestelijke Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1999 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers, gewijzigd bij het besluit van 30 september 1999;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 1999 houdende delegatie van bevoegdheid en regeling van de ondertekening van de akten van de Regering inzake bezoldigd vervoer van personen per taxi's en verhuurde voertuigen met chauffeur;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 juli 1999 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering gewijzigd bij het besluit van 30 september 1999,

Besluit :

Artikel 1. De Minister-Voorzitter draagt aan de Staatssecretaris, die hem toegevoegd is, de bevoegdheden over die hem krachtens artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 1999 houdende delegatie van bevoegdheid en regeling van de ondertekening van de akten van de Regering inzake bezoldigd vervoer van personen per taxi's en verhuurde voertuigen met chauffeur.

Art. 2. Alle akten van de Staatssecretaris moeten door de Minister medeondertekend worden, met uitzondering van de bevoegdheden bedoeld in artikel 2, 3°, 4°, 5° en 7° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 1999 houdende delegatie van bevoegdheid en regeling van de ondertekening van de akten van de Regering inzake bezoldigd vervoer van personen per taxi's en verhuurde voertuigen met chauffeur.

Art. 3. De Minister-Voorzitter en de Gewestelijke Staatssecretaris worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 10 november 1999.

Brussel, 10 november 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

J. SIMONET

De Gewestelijke Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

E. ANDRE

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2000 — 158

[C - 99/31540]

10 NOVEMBRE 1999. — Arrêté ministériel portant délégation de compétence au Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, de la Recherche scientifique,

Le Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1999 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, modifié par l'arrêté du 30 septembre 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 1999 portant délégation de compétence et réglant la signature des actes du Gouvernement en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juillet 1999 fixant les compétences du Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté du 30 septembre 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre-Président délègue au Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint les compétences qui lui sont dévolues par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 1999 portant délégation de compétence et réglant la signature des actes du Gouvernement en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur.

Art. 2. Tout acte du Secrétaire d'Etat doit être contresigné par le Ministre, à l'exception des compétences visées à l'article 2, 3°, 4°, 5° et 7° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 1999 portant délégation de compétence et réglant la signature des actes du Gouvernement en matière de transport rémunéré de personnes par taxis et voitures de location avec chauffeur.

Art. 3. Le Ministre-Président et le Secrétaire d'Etat régional sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 10 novembre 1999.

Bruxelles, le 10 novembre 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, de la Recherche scientifique,

J. SIMONET

Le Secrétaire d'Etat régional adjoint au Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

E. ANDRE